

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

SOCIÉTÉ FONCIÈRE DU LIBAN

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 2.139.000 €

Siège Social : 7 Rue Léo Délibes, 75116 Paris

RCS Paris n° 602 042 491

ci-après la « Société »

**AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 MAI 2025**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous informer que l'assemblée générale mixte de notre Société se tiendra le 28/05/2025 à 10h00 heure française (11h00 heure libanaise) au siège social de la Société situé 7 Rue Léo Délibes, 75116 Paris, et par visioconférence à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire :**I. Décisions relatives aux comptes clos le 31/12/2019**

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Ratification de la rémunération allouée aux administrateurs ;

II. Décisions relatives aux comptes clos le 31/12/2020

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Ratification de la rémunération allouée aux administrateurs ;
- Non-renouvellement des mandats des Commissaire aux comptes ;

III. Décisions relatives aux comptes clos le 31/12/2021

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Ratification de la rémunération allouée aux administrateurs ;

IV. Décisions relatives aux comptes clos le 31/12/2022

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2022 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Ratification de la rémunération allouée aux administrateurs ;

V. Décisions relatives aux comptes clos le 31/12/2023

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Ratification de la rémunération allouée aux administrateurs ;

VI. Décisions relatives aux comptes clos le 31/12/2024

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;

- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Paul KALAJDJIAN ;
- Ratification de la rémunération allouée aux administrateurs ;
- Fixation de la rémunération des administrateurs pour l'avenir ;

A titre extraordinaire :

- Non-dissolution de la société par anticipation visée à l'article L.225-248 du Code de commerce ;
- Modification de l'article 17 des statuts ;
- Modification de l'article 18 des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

PROJETS DES RESOLUTIONS PROPOSEES
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 MAI 2025

PARTIE ORDINAIRE

APPROBATION DES COMPTES CLOS AU 31/12/2019

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur la marche de la Société et sur le gouvernement d'entreprise relatif à l'exercice clos le 31/12/2019 et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, **approuve** les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **prend acte** les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31/12/2019.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** que l'exercice clos le 31/12/2019 se solde par une perte de 9.531.021,60 €, **prend acte** que dans l'attente de l'assemblée des associés et compte tenu de la nécessité de préparer les comptes de plusieurs exercices, ladite perte a été comptabilisée en instance d'affectation, puis **décide** de l'affecter comme suit :

- au compte « Autres réserves » : - 5.703.432,09 € ;
- au compte report à nouveau : - 3.827.589,51 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et la convention qui y est mentionnée.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de ratifier à toutes fins utiles les rémunérations perçues par les administrateurs au cours de l'exercice clos le 31/12/2019, à savoir une somme totale de 21.000 €.

CINQUIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur la marche de la Société et sur le gouvernement d'entreprise relatif à l'exercice clos le 31/12/2020 et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, **approuve** les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **prend acte** les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31/12/2020.

SIXIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** que l'exercice clos le 31/12/2020 se solde par une perte de 73.550,83 €, **prend acte** que dans l'attente de l'assemblée des associés et compte tenu de la nécessité de préparer les comptes de plusieurs exercices, ladite perte a été comptabilisée en instance d'affectation, puis **décide** de l'affecter en intégralité au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

SEPTIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et la convention qui y est mentionnée.

HUITIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de ratifier, à toutes fins utiles, les rémunérations perçues par les administrateurs au cours de l'exercice clos le 31/12/2020, à savoir une somme totale de 21.000 €.

NEUVIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de l'expiration des mandats de :

- ERNST & YOUNG ET AUTRES, Commissaire aux comptes titulaire,
- AUDITEX, Commissaire aux comptes suppléant,

Et prenant acte que les conditions légales pour leur nomination ne sont plus réunies, décide de ne pas renouveler les mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant.

APPROBATION DES COMPTES CLOS LE 31/12/2021**DIXIÈME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur la marche de la Société et sur le gouvernement d'entreprise relatif à l'exercice clos le 31/12/2021, **approuve** les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **prend acte** les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31/12/2021.

ONZIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** que l'exercice clos le 31/12/2021 se solde par un bénéfice de 297.832,60 €, **prend acte** que dans l'attente de l'assemblée des associés et compte tenu de la nécessité de préparer les comptes de plusieurs exercices, ledit bénéfice a été comptabilisé en instance d'affectation, puis **décide** de l'affecter en intégralité au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

DOUZIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Président du Conseil d'administration sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et la convention qui y est mentionnée.

TREIZIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **prend acte**, à toutes fins utiles, de ce que les administrateurs n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice clos le 31/12/2021.

APPROBATION DES COMPTES CLOS LE 31/12/2022**QUATORZIÈME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur la marche de la Société et sur le gouvernement d'entreprise relatif à l'exercice clos le 31/12/2022, **approuve** les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **prend acte** les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31/12/2022.

QUINZIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** que l'exercice clos le 31/12/2022 se solde par un bénéfice de 31.775,56 €, **prend acte** que dans l'attente de l'assemblée des associés et compte tenu de la nécessité de préparer les comptes de plusieurs exercices, ledit bénéfice a été comptabilisé en instance d'affectation, puis **décide** de l'affecter en intégralité au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

SEIZIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Président du Conseil d'administration sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

DIX-SEPTIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de ratifier, à toutes fins utiles, les rémunérations perçues par les administrateurs au cours de l'exercice clos le 31/12/2022, à savoir une somme totale de 20.000 €.

DIX-HUITIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur la marche de la Société et sur le gouvernement d'entreprise relatif à l'exercice clos le 31/12/2023, **approuve** les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **prend acte** les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31/12/2023.

DIX-NEUVIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** que l'exercice clos le 31/12/2023 se solde par une perte de 77.043,32 €, **prend acte** que dans l'attente de l'assemblée des associés et compte tenu de la nécessité de préparer les comptes de plusieurs exercices, ladite perte a été comptabilisée en instance d'affectation, puis **décide** de l'affecter en intégralité au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

VINGTIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Président du Conseil d'administration sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

VINGT ET UNIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de ratifier, à toutes fins utiles, les rémunérations perçues par les administrateurs au cours de l'exercice clos le 31/12/2023, à savoir une somme totale de 12.000 €.

APPROBATION DES COMPTES CLOS LE 31/12/2024**VINGT-DEUXIÈME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur la marche de la Société et sur le gouvernement d'entreprise relatif à l'exercice clos le 31/12/2024, **approuve** les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **prend acte** les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31/12/2024.

VINGT-TROISIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** que l'exercice clos le 31/12/2024 se solde par un bénéfice de 20.295,68 € qu'elle **décide** d'affecter en intégralité au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

VINGT-QUATRIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Président du Conseil d'administration sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

VINGT-CINQUIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **constate** l'expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Paul KALAJDJIAN et **décide** de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2030.

VINGT-SIXIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de ratifier, à toutes fins utiles, les rémunérations perçues par les administrateurs au cours de l'exercice clos le 31/12/2024, à savoir une somme totale de 27.600 €.

VINGT-SEPTIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de maintenir pour l'avenir la rémunération des administrateurs fixée par elle lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20/05/2024.

PARTIE EXTRAORDINAIRE**VINGT-HUITIÈME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, **constatant** qu'à la suite de la réalisation du résultat de l'exercice clos le 31/12/2019, les capitaux propres qui s'élèvent à 876.919,60 € pour un capital de 2.139.000,00 € sont devenus inférieurs à la moitié dudit capital, **décide**, conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce, de ne pas dissoudre la Société.

VINGT-NEUVIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de modifier l'article 17 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 17

La durée des fonctions des administrateurs est de six années. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le premier Conseil restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui délibérera sur l'approbation des comptes du cinquième exercice social et qui renouvellera le Conseil en entier.

Tout membre sortant est rééligible. »

TRENTIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide** de modifier l'article 18 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 18

En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

L'Administrateurs nommé en remplacement d'un autre ne reste en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Lorsque le nombre des Administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les Administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations effectuées par le Conseil à titre provisoire sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le Conseil néglige de procéder aux nominations requises ou de convoquer l'assemblée, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale à l'effet de procéder aux nominations ou de ratifier les nominations prévues ci-dessus. »

TRENTE ET UNIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **donne** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes aux fins d'effectuer toutes formalités consécutives à l'adoption des décisions qui précèdent.

CONDITIONS ET MODALITES DE PARTICIPATION A CETTE ASSEMBLEE GENERALE

Des actionnaires représentant une fraction du capital social déterminée conformément aux dispositions réglementaires, ont la faculté de demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de cette assemblée, en adressant leur demande au siège social par lettre recommandée avec une demande d'avis de réception, dans le délai de dix jours à compter de la publication du présent avis. Ils devront justifier de la possession de ladite fraction du capital social.

Les projets de résolution présentés par les actionnaires le cas échéant, ainsi que la liste des points ajoutés, le cas échéant, à l'ordre du jour à leur demande seront tenus à la disposition des associés au siège social de la Société situé 7 Rue Léo Délibes, 75116 Paris, à compter du 5 mai 2025.

Les documents destinés à être présentés à l'assemblée générale sont tenus à la disposition des associés au siège social à compter de ce jour.

Tout actionnaire sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions et pourra se faire représenter par un mandataire actionnaire ou par son conjoint. Il pourra également voter par correspondance. Pour être pris en compte, son formulaire devra être parvenu à la Société pour le : **samedi 24 mai au plus tard**.

Les formulaires sont à demander à STRASBOURG à Maître Caroline DEVOUCOUX, Avocat de la Société (Forvis Mazars Avocats, 1 Rue des Arquebusiers, 67000 STRASBOURG, France ; caroline.devoucoux@avocats.forvismazars.com).

Les titulaires d'actions nominatives seront admis à l'assemblée sur simple justification de leur identité, sous réserve d'avoir été inscrits sur le registre de la Société, cinq jours au moins avant la date prévue de la réunion.

Le présent avis vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'Ordre du Jour, à la suite de demande d'inscription de projets de résolutions présentés par des Actionnaires.

Michel FERNEINI

Président du Conseil d'administration et Directeur Général